

1. Nature et source du droit privé: liberté, individualisme et subjectivisme	212
2. La communauté de droit entre Etats	213
B. Le siège des rapports de droit	214
Par. 2. Les limites à l'universalité de la méthode	217
A. La plasticité de la règle de conflit	217
1. Règle de conflit et territorialisme	218
2. Règle de conflit et personnalisme	219
B. Les conflits de systèmes	220
1. Les conflits de systèmes dans l'espace	221
a) Découverte des conflits de systèmes	221
b) Echec des solutions générales	223
2. Les conflits de systèmes dans le temps	224
a) La question des droits acquis	225
b) La mise à l'écart des règles de conflit du for	226
Conclusion	230
Section IV. L'unilatéralisme moderne	231
Par. 1. L'unilatéralisme européen	231
A. Les différentes inspirations	232
1. L'approche publiciste: le respect des souverainetés	232
2. L'approche privatiste: la continuité de la vie juridique des individus	235
B. Mise en œuvre de l'approche unilatéraliste	237
1. Cas de coordination des systèmes	237
2. Défaut de coordination des systèmes	238
C. Appréciation du système: comparaison avec le bilatéralisme	240
Par. 2. L'unilatéralisme américain	244
A. La «révolution américaine»	244
1. La critique des règles de conflit	244
2. La méthode des intérêts étatiques	247
3. Influence de la doctrine: règles et approches	250
B. La portée de la «révolution»	255
1. Les éléments spécifiques	255
a) La nécessaire réaction contre le territorialisme	255
b) <i>Common law</i> et droit civil	259
2. Les enseignements universels	260
Conclusion sur l'évolution des doctrines	261
Chapitre II. La coexistence des méthodes en droit positif contemporain	262
Section I. La part de l'unilatéralisme	263
Par. 1. L'unilatéralisme formel: règles de rattachement unilatérales	263
Par. 2. L'unilatéralisme spontané: influence de la publicisation du droit privé	266
A. Le mode américain: analyse d'intérêts et compétence internationale	268
1. Mise en œuvre de l' <i>interest analysis</i> en matière économique	268

2. Compétence normative et élargissement du « conflit de lois » au droit public	272
B. Le mode européen : règles internationalement impératives ou lois de police	279
Conclusion	287
Section II. L'évolution de la méthode bilatéraliste	288
Par. 1. Le développement du caractère fonctionnel de la méthode	291
A. L'identification des intérêts poursuivis	293
1. Les intérêts privés	293
a) Les personnes impliquées	293
b) Les tiers	294
2. Les intérêts des Etats (justification de l'autonomie de la volonté contractuelle)	295
3. Le respect mutuel des souverainetés	302
B. La prise en considération des intérêts dans l'élaboration des règles synthétiques	302
1. L'évolution du statut personnel	303
a) L'adéquation de la conception du statut et des rattachements traditionnels	303
b) Le déclin du statut personnel et l'émergence de la résidence habituelle	305
2. Les limites de la loi réelle	308
a) Loi réelle forte : le cantonnement du statut réel immobilier	308
b) Loi réelle faible ou inexistante : la catégorie contestée	309
3. La localisation objective des contrats par la prestation caractéristique	311
4. Justification et détermination de la <i>lex loci delicti</i>	313
C. Le fonctionnement de la méthode	317
1. Elaboration des règles de conflit particulières : le choix d'une catégorie	317
2. L'appréhension fonctionnelle des conflits de systèmes	321
a) Les conflits négatifs	322
b) Les conflits positifs	325
Par. 2. La « matérialisation » contemporaine de la méthode bilatéraliste	327
A. L'apparition du critère de proximité	328
1. Les manifestations de la proximité : clause d'exception et désignation directe	329
2. Portée de la relativisation des rattachements sur la méthode	331
B. La prise en considération du résultat par la règle de conflit	336
1. Les règles de conflit à finalité matérielle	337
2. Signification et portée de l'instrumentalisation des règles	339
C. La fragmentation des solutions	343
1. Ensembles législatifs et dépeçage	344
2. Du meilleur usage du dépeçage	345

a) La délimitation des catégories de rattachement ou dépeçage horizontal	345
b) La délimitation des questions ou dépeçage vertical	352
Conclusion de la deuxième partie	357
Troisième Partie. Le conflit de juridiction	359
Chapitre I. La compétence juridictionnelle internationale	361
Section I. Principes directeurs	364
Par. 1. Compétence judiciaire et compétence au fond	365
A. Justification de la dissociation	365
B. Influence éventuelle de la compétence législative	370
Par. 2. Les facteurs d'exercice de la compétence juridictionnelle	374
A. La mission générale des tribunaux	375
B. Les intérêts procéduraux à satisfaire	377
1. Les intérêts des Etats	377
2. Les intérêts des particuliers	378
3. Les intérêts des relations internationales	378
Par. 3. La conception des règles de compétence	380
A. Chefs de compétence rigides ou flexibles	381
1. Le système anglais	381
2. Le système américain	383
B. La faculté de décliner la compétence (<i>forum non conveniens</i>)	387
1. Les systèmes de <i>common law</i>	388
2. Les systèmes civilistes	389
3. Le rapprochement des conceptions	392
Section II. Règles fondamentales de rattachement: distinction de la compétence générale et de la compétence spéciale	395
Par. 1. Compétence générale	396
A. Condamnation des fors exorbitants	397
1. Le for de la nationalité	398
a) Nationalité du défendeur	399
b) Nationalité du demandeur	400
i) Les matières patrimoniales	401
ii) Les matières extrapatrimoniales	402
2. La présence de biens du défendeur: for du patrimoine ou du séquestre	404
3. La présence personnelle du défendeur (for de l'assignation)	409
4. L'exercice régulier d'activités commerciales (<i>doing business</i>)	413
Conclusion sur les fors exorbitants	415
B. Le for du défendeur	415
1. Consécration du for du défendeur	416
2. La part du <i>forum actoris</i> : compétences spéciales	419
Par. 2. Compétence spéciale	422
A. Le for de l'immeuble	423
B. Le for du contrat	426
1. Choix du rattachement	427

Par. 2. Les expressions successives du territorialisme	165
A. Le territorialisme statutaire (XVI ^e siècle)	165
B. Le territorialisme internationaliste: la doctrine hollandaise (XVII ^e siècle)	167
C. L'adoption et le développement du territorialisme en <i>common law</i>	169
1. L'adoption du territorialisme en Angleterre	169
2. Le territorialisme aux Etats-Unis: Story	171
3. Dicey: positivisme et <i>vested rights</i>	173
4. Le paroxysme du territorialisme moderne: le premier <i>Restatement</i> américain	175
Par. 3. Illustrations de l'approche territorialiste	177
A. La difficile affirmation d'une loi personnelle	177
B. La reconnaissance des «droits acquis»	180
1. L'effacement de la loi du for	181
2. Le respect de la loi du domicile étranger: la <i>foreign court theory</i>	182
a) Prise en considération de la solution de conflit étrangère («renvoi total»)	183
b) Effet au domicile des décisions étrangères	184
C. Territorialisme et autonomie de la volonté: la <i>proper law</i> du contrat	186
Conclusion sur la doctrine territorialiste	189
Sous-section II. Le personalisme	190
Par. 1. L'essor du personalisme	191
A. La doctrine personaliste	191
1. Le fondement publiciste: le principe des nationalités	191
2. Nationalité et droit privé	192
B. La traduction de la doctrine en droit positif	195
1. La primauté de la loi nationale	196
2. Le rôle de la volonté	199
3. Le domaine irréductible de la loi territoriale	200
a) Le statut réel	200
b) L'ordre public	201
Par. 2. Bilan du personalisme	202
A. Comparaison avec le territorialisme	202
1. Considérations théoriques: principe et exception	202
2. Considérations pratiques: la mise en œuvre des règles	204
a) Les difficultés liées à l'application des lois étrangères	204
b) La nécessité de maintenir l'effectivité de la loi nationale	204
B. Le sort de la doctrine	206
1. Le recul du personalisme	206
2. La survivance du personalisme	208
Conclusion sur les approches souverainistes	210
Section III. La localisation des rapports de droit	211
Par. 1. La méthode de la règle de conflit bilatérale	211
A. Les fondements de la méthode	212

ii) Les conflits de lois en matière de contrats : la Convention de Rome du 19 juin 1980	89
b) Les errements du droit communautaire dérivé	91
2. Le continent américain	98
a) La Conférence interaméricaine (CIDIP)	98
b) Le Mercosur	102
Conclusion du chapitre I	104
Chapitre II. Les obstacles à la diffusion du modèle commun	106
Par. 1. Obstacles matériels et obstacles systémiques	106
A. Le défaut des conditions préalables	106
B. Le défaut d'effectivité des règles	107
C. Conceptions différentes du droit	109
Par. 2. Droits religieux : les pays arabo-musulmans	111
A. Le caractère personnaliste des droits islamiques	111
B. Personnalisme islamique et modèle commun de droit international privé	114
1. Compatibilité apparente des systèmes	114
2. Incompatibilité fondamentale des systèmes	116
3. Illustrations	120
a) Le règlement des cas mixtes : application exclusive du droit musulman	122
b) Les difficultés de reconnaissance des décisions étrangères intéressant les nationaux d'un Etat musulman	125
c) L'application du droit musulman aux étrangers musulmans de loi nationale laïque	128
d) Bilan	131
C. Possibilités de rapprochement	133
1. La modernisation des droits internes	134
2. Conséquences sur le droit international privé	137
Conclusion	141
Deuxième Partie. Le conflit de lois	145
Chapitre I. L'évolution historique des approches : les grands modèles de solution	147
Section I. La détermination de l'empire des lois suivant leur objet (statutisme)	148
Par. 1. Le développement de la méthode statutaire	150
A. La théorie d'origine	150
1. La classification des lois selon leur objet	150
2. Portée de la méthode	153
B. La classification des statuts selon leur effet : statuts réels et statuts personnels	155
C. La prise en considération de la volonté	156
Par. 2. Pérennité de la méthode statutaire	159
Conclusion	161
Section II. Les approches souverainistes	161
Sous-section I. Le territorialisme	162
Par. 1. Les éléments fondamentaux du territorialisme	163

2. Le lieu d'exécution du contrat	429
a) Contestation de l'existence ou de la validité du contrat	430
b) For du contrat ou de l'obligation	431
c) La détermination du lieu d'exécution	435
C. Le for du délit	440
Conclusion sur les fors spéciaux	452
Chapitre II. Reconnaissance et exécution des jugements étrangers	453
Section I. Les objectifs du contrôle: questions de principe	455
Par. 1. La question de la réciprocité	455
Par. 2. La nature des effets: reconnaissance et exécution	457
Par. 3. La procédure de contrôle	458
Section II. Eléments essentiels du contrôle	459
Par. 1. La compétence du juge d'origine	460
A. Selon le droit commun	461
B. En droit conventionnel	463
1. Traités simples	464
2. Traités doubles	465
3. Traité mixte: l'avant-projet de La Haye	465
Par. 2. La justice procédurale: l'ordre public procédural	466
Par. 3. La justice substantielle	469
A. La loi applicable	470
B. La loi appliquée: l'ordre public substantiel	471
Conclusion	475

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	23
1. Mondialisation et diversité des droits	23
2. Existence d'un modèle commun de droit international privé	27
<i>a)</i> Le caractère interétatique du droit international privé	28
<i>b)</i> La distinction du conflit de lois et du conflit de juridiction	29
Première Partie. L'uniformisation du droit international privé vue à travers ses sources	33
Chapitre I. La diffusion d'un modèle commun	35
Section I. Le droit international privé individuel: les codifications nationales	36
Par. 1. Les débuts de la codification: la codification fragmentaire	37
A. Les effets de la rénovation doctrinale du XIX ^e siècle	38
B. Le renforcement de l'autonomie du droit international privé	41
Par. 2. La période contemporaine: la codification systématique et globale	44
A. La mise à jour des législations existantes	45
1. L'Europe de l'Est	45
2. L'Europe de l'Ouest	50
B. L'adoption de législations nouvelles	53
1. Les suites de la décolonisation	53
2. L'introduction d'un droit moderne	55
C. Premier bilan	56
Section II. Le droit international privé collectif	59
Par. 1. La période de l'universalisme abstrait	59
A. Les premières conférences de La Haye	61
B. La codification en Amérique latine	65
Conclusion	68
Par. 2. L'approche pragmatique contemporaine	68
A. La Conférence de La Haye sous le statut de 1951	69
1. L'élargissement de la participation	70
2. La nature des conventions	72
<i>a)</i> La spécialisation des matières	73
<i>b)</i> Le traitement intégré des conflits de lois et d'autorités	74
3. La vocation universelle des conventions	77
4. Bilan	80
B. L'intégration régionale	82
1. La Communauté, devenue Union, européenne	84
<i>a)</i> Le rayonnement du droit communautaire conventionnel	86
<i>i)</i> Les conflits de juridiction: la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968	86

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL
FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA
DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

RECUEIL DES COURS

COLLECTED COURSES OF THE HAGUE
ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

2003

Tome 305 de la collection



2004

MARTINUS NIJHOFF PUBLISHERS
Leiden/Boston